



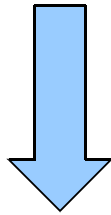
DGDDI - DG/E1

Réglementation douanière et marquage de l'origine En France

Colloque ODASCE – 14 novembre 2013 – table-ronde n°1

NE PAS CONFONDRE

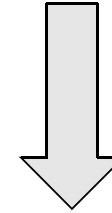
ORIGINE NON PREFERENTIELLE



- Tarif Extérieur Commun
- Droits Anti-Dumping
- Politique commerciale (contingents,...)
- Statistiques
- Marquage d'origine

Certificat d'origine universel (COU)
en application de l'article 47 des DAC en cas de doute sur l'origine non préférentielle déclarée

ORIGINE PREFERENTIELLE



Régime tarifaire préférentiel

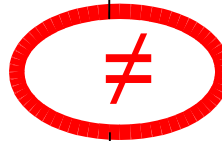
(Exemption ou réduction des droits de douane)

Déclaration d'origine sur facture

Certificat de circulation EUR 1

Certificat de circulation EUR-MED

Certificat d'origine FORM A




DGDDI - DG/E1

**Une marchandise possède
toujours une origine non
préférentielle**

**Appelée également
origine de droit commun**

C'est sa « nationalité »






► **Aucune disposition de l'UE ou nationale n'impose l'apposition d'un marquage d'origine** sur les produits importés ou fabriqués dans l'Union, sauf réglementations spécifiques (exigences sanitaires notamment)




► S'il est apposé, le marquage de l'origine doit être conforme aux règles applicables en matière d'origine non préférentielle découlant de l'OMC et de l'UE

► Le marquage d'origine pour les produits fabriqués au sein de l'UE doit en principe faire référence à l'UE (« made in UE »), toutefois **l'utilisation du « made in France » est tolérée** lorsque la dernière transformation substantielle, conférant l'origine, a été réalisée en France



► L'origine française au plan national est protégée par **l'article 39 du code des douanes**



► L'article 39 du Code des douanes national prohibe, à **l'importation et en vue d'une commercialisation en France**, les indications de nature à laisser croire au consommateur qu'un produit tiers est d'origine française

► **Sur le territoire**, la DGCCRF peut relever des infractions de « publicité mensongère » et de « tromperie du consommateur »



► Une nouvelle circulaire sur le marquage de l'origine et l'article 39 sera publiée prochainement



► Elle vise notamment à **clarifier le champ d'application de l'article 39**

Le Made In se différencie des « labels » de marquage national

1) Volonté de valoriser

- la production industrielle française ;
- le savoir faire français à l'étranger.

2) Rapport Yves JEGO 2010 avec 10 recommandations dont :

- a) rendre obligatoire le marquage au niveau communautaire (produits tiers et UE) ;
- b) promouvoir des " labels " de marquage national facultatif, basés sur un cahier des charges et certifié par des organismes privés

Ex : Association " Profrance " avec le label " Origine France garantie " certifié par Véritas.



Infos Douane Service
0811 20 44 44

Site Internet de la douane
www.douane.gouv.fr

**Pôles d'action économique et
cellules conseil aux entreprises**